

Les entreprises s'entourent de juristes

TOUT ce que fait l'entreprise a une dimension juridique: décrocher un marché, établir des relations de partenariat, déposer un brevet... Tout cela repose sur un contrat. Et plus en plus d'entreprises, comprenant qu'il est dans leur intérêt de construire sur du solide, embauchent des juristes pour établir des contrats en béton. « Derrière la prestation juridique, il y a un élément de pérennité pour l'entreprise », affirme Pierre Charreton, directeur juridique de Framatome et président de l'Association française des juristes d'entreprise (AFJE).

Juristes d'entreprise

Suite de la page 1

Dans les PME, la problématique n'est pas tout à fait la même. Le juriste, qui travaille en solo, se doit d'avoir de l'expérience. Polyvalent, il est amené à répondre, de façon rapide et concrète, à des questions relevant du droit des affaires, du droit des sociétés ou de la propriété industrielle, voire du droit social.

Georges, titulaire du poste dans une PME de 400 salariés, travaille dans des conditions qu'il qualifie de « confortables ». En cas de contentieux, c'est lui qui prend contact avec des avocats extérieurs à l'entreprise. De même, « comme un juriste, aussi

1,6 % environ de l'ensemble des cadres en activité contre 1,1 % cinq ans auparavant, selon une enquête du cabinet Inuitu Personae, « Les recrutements de juristes », effectuée en mai 1995 auprès de 2 360 responsables juridiques d'entreprise, en collaboration avec l'AFJE.

Mais, sur progression croît de façon inexorable. « Pour être performant en entreprise, il ne suffit pas de consulter le code Dalloz. Il faut plonger dans les spécificités de sa société, connaître sa culture, ses hommes et ses produits », affirme Rémy Sainte Fare Garnot, directeur juridique d'Elf Astar France, le pôle raffinage distribution du groupe Elf. Pour cela, le juriste d'entreprise consulte au quotidien les agents opérationnels, discute de leurs besoins et

« soit-il, ne peut pas être bon en tout », il a la possibilité de s'appuyer sur des spécialistes externes pour des questions spécifiques. Malgré tout, Georges, qui est rattaché directement à la direction générale, est un peu perplexé. Il ne comprend pas pourquoi il n'est pas systématiquement associé, lors de la négociation de contrats, à l'ensemble de la procédure. « Parfois, je suis la procédure d'un bout à l'autre. D'autres fois, on me demande mon avis sur des décisions quasiment prises. »

Cas particulier, les assurances sont grandes consommatrices de juristes. Amick, la quarantaine, est entrée à reculons dans ce secteur après une longue période de chômage. Rattachée à la direction des sinistres, elle s'occupe des sinistres corporels et s'est véritablement passionnée pour le suivi des dossiers « grands han-

dicapés ». Elle cherche à évaluer les préjudices, coordonne l'action des différents intervenants: avocats, médecins, experts comptables, architectes aussi pour d'éventuels réaménagements de logements des victimes. Son objectif: se spécialiser encore plus dans le « grand handicap ».

FISCALITÉ ET COMPTABILITÉ

Pour accomplir ces missions, il se doit d'avoir une bonne formation de base généralement en droit des affaires, doublée de qualités humaines et comportementales. Si le troisième cycle est devenu la norme, « un diplôme supplémentaire est souvent un atout pour le candidat », affirme l'enquête d'Inuitu Personae.

En tête du « lit-parade » des formations complémentaires: la fiscalité et la comptabilité, suivies d'un diplôme juridique étranger internationalisation obligé puis les diplômes de gestion et d'école de commerce. Les

langues sont devenues quasiment obligatoires. A partir d'un bagage juridique commun vont se développer des compétences adaptées aux besoins spécifiques des entreprises. Ainsi, dans le secteur du luxe, des juristes se spécialisent en droit des marques; dans les industries de haute technologie, en droit de la propriété industrielle...

PARCOURS DIVERSIFIÉ

La mobilité semble être une donnée de ce métier. Selon une étude de l'AFJE, Radioscopie des juristes d'entreprise (novembre 1994), les juristes d'entreprise tendent à diversifier leur parcours: près de 23 % d'entre eux ont exercé dans un cabinet d'avocats ou dans un cabinet conseil juridique et 55 % se sont forgé une expérience dans deux ou trois entreprises. Dans les grands groupes, la mobilité interne est également importante. Les ju-

Véritables remparts en matière de droit des affaires, ils sont aussi là pour établir des contrats « en béton »

riistes sont amenés, en fonction des besoins de l'entreprise et de leur désir, à changer de spécialité. « Ils recherchent de nouvelles stimulations intellectuelles, élargissent leur champ de compétences, cela aide au développement de carrière », souligne Pierre Charreton. Ils se donnent ainsi la possibilité de briguer des postes d'encadrement au sein du service juridique de leur entreprise ou d'une autre. Parfois même, ils quittent la direction juridique pour d'autres fonctions, commerciales, administratives ou autres.

Sylvie, qui a commencé sa carrière comme conseil juridique en droit social, au siège d'un grand groupe, a su profiter des opportunités qu'offrait son entreprise pour évoluer de poste en poste, de filiale en filiale, vers sa passion: les ressources humaines. « Le droit du travail, je connais

Maintenant, je vais approfondir les différences facettes de mon métier: la formation, la gestion des carrières, les négociations... Quand je m'occuperai bien, j'essayerai de faire des choses plus avant-gardistes ». On est loin de l'image poussiéreuse et statique du métier de juriste d'entreprise. Or trouve, au contraire, un certain dynamisme. Ce métier, assurément, a subi une grande évolution, même si, comme le reconnaît Pierre Charreton, « il n'est pas complètement abouti ».

Dans certaines entreprises, où la direction juridique est rattachée à la direction générale, elle a un poids dans le processus de décisions. Ailleurs les juristes sont encore relegués dans un coin, considérés comme des exécutifs de faire de bonnes affaires. Pierre Charreton vilipendie de telles attitudes: « On n'est pas là pour décider mais pour ex-

faire intervenir une équipe pluridisciplinaire pour en traiter les différents aspects. De même, lorsqu'une entreprise décide de créer une usine en Inde, elle met en place un groupe de projets qui comprend des compétences multiples, ingénieurs, financiers, juristes et autres experts.

Le service juridique d'Elf-A-

avec leurs pôles de clientèle, les réunions de bilans et de projets qui permettent de prendre du recul, de voir ce qui satisfait les clients et d'analyser les insuffisances. « C'est notre manière de prendre le pouls de l'entreprise et d'évaluer avec elle », souligne Rémy Sainte Fare Garnot.

Débutant ou confirmé ? Les

Radioscopie des rémunérations

Le juriste d'entreprise dispose en général d'un salaire élevé. La moitié des rémunérations, tous âges confondus, atteignent 400 000 francs, par un indice une enquête de l'AFJE, « Radioscopie des juristes d'entreprise » (novembre 1994). Quelque 26 % des juristes gagnent plus de 500 000 francs, tandis que 11 % seulement gagnent moins de 200 000 francs. Bien plus que le diplôme, l'âge est un critère déterminant en matière de rémunération. Toutefois, la spécialisation semble être un « plus ».

Une spécialité se dégage parmi les hauts salaires, le droit fiscal. En effet, 13 % des spécialistes en droit fiscal touchent plus de 700 000 francs. Si les postes à responsabilité améliorent la rémunération, l'ancienneté dans l'entreprise n'est pas un facteur clé du salaire. Le secteur d'activité a son importance: en haut de l'échelle, la banque, en bas le tourisme. A noter, dans une profession en voie de féminisation, que les femmes sont moins bien rémunérées en moyenne que les hommes (309 000 francs contre 453 000 francs).

tar France a formalisé ses relations avec les différentes directions de l'entreprise. Le service est subdivisé en cinq équipes tournées chacune vers un pôle de clientèle interne (développement international, commercialisation...), équipes pluridisciplinaires capables de répondre rapidement et efficacement aux besoins de leurs clients. Régulièrement, tous les douze ou dix-huit mois ces équipes organisent

grandes entreprises recrutent en s'efforçant de respecter la pyramide des âges et des compétences dans leur service juridique. En tout cas, alors qu'il est généralement de bon ton de croire que les jeunes diplômés, BIF et Framatome se déclarent « agréablement surpris » par le niveau et le contenu des postes recrutés.

Catherine Leroy
lire la suite page 111

poser un point de vue sur les risques possibles. Aux décideurs de voir ce qu'ils veulent en faire. Et, tant qu'à prendre des risques, autant le faire en connaissance de cause ».

Catherine Leroy